

Crise viticole : une manifestation régionale aura lieu le 15 novembre

VITICULTURE

Ce mardi matin, des représentants de la FDSEA de l'Hérault, du Gard, accompagnés de leurs homologues du Syndicat des vignerons de l'Aude, se sont réunis en mairie.

Mélissa Alcoléa

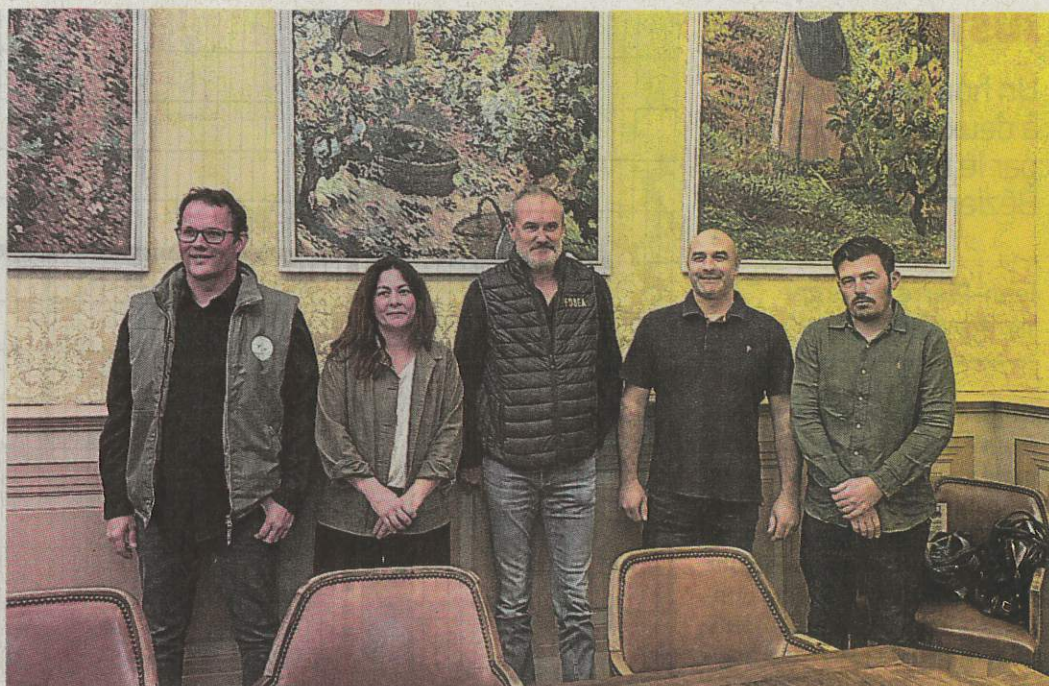
malcolea@midilibre.com

Autour de la superbe et longue table en bois, dans l'une des salles historiques de la mairie de Béziers, ce mardi 21 octobre, les leaders syndicaux de la région s'organisent. Objet de leur rencontre : leur prochaine grande manifestation, qui se déroulera dans la cité de Riquet, le 15 novembre. « Béziers, c'est symbolique au niveau viticole », rappelle le Biterrois Jean-Pascal Pelagatti, l'un des responsables départementaux de la FDSEA.

Logistique et parcours ont été évoqués, en lien avec la municipalité. Mais les revendications restent au cœur des discours tant la crise s'enlise. « Vu le contexte, on est obligé de faire une manifestation, on se connaît tous, on a les mêmes revendications... »

Aux côtés du Biterrois, en effet : Anne-Sophie Belz-Barral, viticultrice dans la moyenne vallée de l'Hérault, également à la FDSEA ; Frédéric Cavagna, pour la FDSEA du Gard ; Damien Onoré, président du Syndicat des vignerons de l'Aude ; Franck Saillan, secrétaire général du même syndicat...

Parmi leurs préoccupations : le prix du vin, d'abord.



Ce mardi, en mairie de Béziers, les responsables syndicaux ont travaillé au rassemblement du 15 novembre.

« Dans la restauration, sur un verre à 5 €, il ne revient que 0,20 € à 0,30 € au vigneron »

« On veut vivre de notre production. Or, dans la restauration, sur un verre à 5 €, il ne revient que 0,20 à 0,30 € au vigneron », détaille Jean-Pascal Pelagatti. Sans oublier « certains négociants » qui peuvent profiter de la situation de détresse pour acheter à bas prix, pointent les viticulteurs. Ou encore l'importation de rosés espagnols...

Autre demande : des aides pour accompagner la réduction du potentiel de production. En raison des aléas climatiques, de vignes qui ne sont plus rentables ou doivent être relocalisées par manque d'eau, les professionnels espèrent pouvoir arracher ou distiller en cas de surproduction. Ils comptent, notamment, sur l'enveloppe de crise de l'Union européenne.

Mais l'instabilité politique sur le plan national ne permet pas de faire avancer les dossiers de façon efficace. Tout comme « on n'a pas réussi à faire sortir les vins et spiritueux de la taxe Trump ». « L'idée est d'accompagner au mieux ceux qui voudraient arrêter et ceux qui veulent rester », complète Anne-Sophie Belz-Barral.

« Là, on est vraiment dans la crise »

Simplification administrative et mesures d'urgence sont réclamées. La taxe foncière sur le non-bâti est dans le viseur « parce qu'on est taxé sur un outil de production qui, des fois, ne produit plus ! », dénoncent les vignerons. On demande donc sa suppression. »

Et puis, « là, on est vraiment dans la crise, on va malheureusement en laisser au bord de la route. On demande des mesures d'urgence pour passer le cap, une aide sur les cotisations MSA, une année blanche au ni-

veau bancaire... Le but, c'est de sauver la filière. »

Certifications, loi Evin... Autant de contraintes qui exaspèrent désormais les viticulteurs soumis à une succession d'années difficiles. « Il faut nous laisser produire et promouvoir nos produits, que le public fasse confiance à ses viticulteurs », glisse Anne-Sophie Belz-Barral. Le vin : « C'est le patrimoine français, on veut être protégé. »

Une pétition à l'initiative de Naïs Pommier (FDSEA du Gard) a d'ailleurs été lancée pour inscrire le vin au patrimoine culturel de la France et permettre ainsi sa promotion.

Le 15 novembre, l'idée est « d'inviter tout le monde, car tous les bassins sont touchés », souligne Frédéric Cavagna. Les Jeunes agriculteurs seront associés, tout comme les départements viticoles français sollicités. Plusieurs milliers de personnes sont ainsi attendues dans les rues de Béziers.